

Etaient présents

► **Pour l'administration**

Christophe PETITJEAN, *secrétaire général adjoint aux établissements et à la performance scolaire (SGA)*

David MULLER, *Inspecteur d'Académie, DASEN de Côte d'Or (DASEN 21)*

Sabine DE MEESTER : *Inspectrice chargée de l'information et l'orientation (IO).*

Isabelle FIRA, *Responsable du CASENAVE.*

Léo Magnien, *chef de la Division de l'Organisation Scolaire, de l'Enseignement Privé et de la Prospective (DOSEP).*

► **Pour les sections UPE2A :**

Catherine LASEUR *Lycée les Marcs d'Or (CL)*

Asma ADOU *Collège Rameau (AA)*

Dominique GUILLAUME *Clge Lentillères (DG)*

Isabelle LOUTCHENKOFF *Collège Chatillon (IL)*

Nathalie MOREL *Lycée Le Castel (NM)*

► **Pour les OS départementales**

Pour la **FSU** : Fabian Clément

Pour la **CFDT** : Florent Lavenet

Pour **FO** : Annick Alix

Intro NM :

Désarroi des collègues d'UPE 2A. Dégradation conditions de travail. **Dispositifs de 2 fois 9h, c'est 25-30 élèves** et c'est moins efficace. **Effectifs** en hausse. **Dispositif S. Weil** utile et bien tenu mais brutalement supprimé. Heures de FLS deviennent une **variable d'ajustement**. Par exemple à Rameau, on demande aux collègues des deux dispositifs de se répartir en 7+11 au lieu de 9 + 9. On déplore aussi **l'absence d'informations fiables**. Pour les élèves allophones, un manque de considération pour leurs difficultés : p.ex, il était entendu qu'ils avaient moins de textes en Français de 1^{ère}, ou des extraits plus courts, c'est impossible désormais et on ne sait pas pourquoi.

Orientation : infos contradictoires, la commission PréAffelnet est annoncée, puis abandonnée. Le CASENAVE n'était pas présent à la réunion qui devait en discuter. Comment travailler sereinement ?

IL : Les élèves qui arrivent en France doivent être positionnés. Ils sont reçus au CIO pour un premier accueil et on doit remplir le volet administratif sur la base des déclarations de l'élève. Il y a alors une préconisation. Mais c'est du déclaratif, c'est parfois erroné sur les acquis et besoins. Les CIO n'ont pas toujours les compétences pour faire ça.

On nous demande, à nous, de faire un **positionnement** scolaire. On le fait déjà, à l'arrivée dans un établissement. Mais on nous demande de le faire plutôt dès l'accueil en CIO, et il faut remplir un document de 11 pages. C'est soi-disant pour mieux estimer les choses, et pour s'appuyer sur notre expertise. Nous devrions alors les faire sur une demi-journée libérée pour cela. Mais ce temps de travail n'est pas rémunéré, et il s'ajoute au temps de travail sans dispenser d'aucune de nos autres tâches, et sans être rémunéré sauf s'il reste quelques HSE aux chefs d'établissement.

A Besançon, Metz, Créteil, on respecte le volontariat et on rémunère.

Le temps que cela va nous prendre sera pris sur la coordination, le suivi de nos élèves, nos préparations de cours, etc. Nous demandons que le CASENAVE prenne la charge de ce positionnement, en s'appuyant sur des volontaires rémunérés.

De même, nous voulons une reconnaissance du travail de coordination. Bcp de tâches s'ajoutent à notre travail d'enseignant et ce n'est pas du tout estimé à hauteur de l'investissement. Ici c'est un pacte, ailleurs une ou une demi-IMP, là, qq HSE, voire rien du tout. Il faut 3h de décharge, ou 3 IMP.

DG : Une fois positionné, l'élève entame son **parcours d'orientation**. Il va être orienté dans une classe d'âge, quelles que soient ses compétences.

AA : L'inclusion, c'est essentiel depuis 2012. C'est la règle qui prime. Il est pourtant difficile de l'inclure en classe ordinaire.

1°)- les classes ont déjà des effectifs complets, voire sont en sur-effectifs.

2°)- L'inclusion des NSA ou PSA est encore plus difficile. Comment inclure un élève qui débute en écriture et en lecture ? On bricole. Au lieu qu'il s'implique dans l'apprentissage de la lecture, il est inclus où on peut, surtout EPS, musique, Arts Pla. Très difficile d'obtenir des collègues un accord, ils sont parfois réticents d'inclure les NSA. C'est angoissant pour ces élèves. Ils voient leur retard.

3°)- Surtout quand c'est un dispositif 9h, il faut absolument gonfler l'EdT pour aller à 12. Mais comment faire ? Il faut une classe dédiée aux NSA, au moins pour un temps donné, avec une équipe dédiée et formée. Le dispositif actuel détricote l'UPE 2A et fragilise le cursus des élèves.

CL : en post-3^{ème}, ils sont **orientés par Affelnet**. Mais les personnes qui ont en charge les élèves doivent faire correspondre les parcours des élèves avec les attendus de fin de cycle 4. Cela ne correspond pas du tout, justement. C'est fait pour un public francophone, scolarisé en France depuis le cycle 3. En lycée Pro, certaines disciplines ne sont pas représentées (arts pla, SVT...) Le champ reste vide, et les élèves n'ont pas les points sur Affelnet. S'il n'y a pas de place dans les disciplines d'inclusion, c'est pareil. Pas d'évaluation possible. Même en maths et physique, et les champs restent vides sans note. La spécificité du public n'est pas prise en compte. Les NSA et PSA sont très touchés, car après deux années seulement d'UPE2A, c'est trop dur, et ils partent avec un déficit de points. Ils peuvent avoir des orientations par défaut, pas là où ils ont choisi d'aller. Toutes les classes sont mises en tension. Les critères sont inaptes à rendre compte des compétences des élèves UPE 2A. Nous souhaitons une procédure pré-Affelnet, comme à Besançon, pour qu'ils puissent aller en enseignement professionnel (à tous les niveaux, CAP et Bac Pro)

Conclusion AA : On ne peut pas être une variable d'ajustement. Nous ne voulons plus du 9 + 9, cela scinde l'apprentissage. Ils sont arrivés récemment sur le territoire avec des difficultés nombreuses. Leur situation familiale est complexe. Cela ne suffit pas de traduire ou de transférer. C'est un nouveau monde. Limiter les situations de décrochage scolaire. Nous voulons garder notre travail de terrain et le positionnement seulement sur la base du volontariat.

Liste des revendications :

- 1- Faire reconnaître les besoins particuliers**
- 2- Bénéficier d'une bonif pré-Affelnet et qu'ils ne soient pas en bout de chaîne (MLDS).**
- 3- CAP en 3 ans pour les NSA**
- 4- NSA dans une structure propre et à effectif réduit sur une année complète.**
- 5- Retour à 18h, 15 élèves max partout.**

Ce ne sont pas des décrocheurs, c'est le système qui les décroche.

FO : J'interviens sur **le dispositif S. Weil**. Ce dispositif a été créé l'an passé sur des moyens provisoires dont il avait été promis qu'ils seraient pérennisés. Un gros travail a été fait et de l'avis général, ce dispositif est indispensable. Or cette année, les annonces contradictoires se succèdent. Suppression, puis maintien hypothétique ; M. Petitjean a dit clairement au CAEN que ce serait maintenu finalement, avec l'enseignante qui est dessus. Mais à l'audience d'établissement c'était moins net et sur I-Prof, l'enseignante est toujours à cheval sur 3 établissements en italien. Nous demandons des informations claires. Nous revendiquons la pérennisation de ce dispositif, du poste qu'il représente, et de l'enseignante qui a assuré sa mise en place et son succès.

SGA : *Merci pour cette présentation exhaustive et riche.*

*Soldons le point « **dispositif de S. Weil** ». Je me suis engagé lors du CAEN au maintien du dispositif, en parlant au nom de la Rectrice. Donc c'est maintenu. L'inquiétude vient de ce que les dispositifs ne sont pas à vie au même endroit. Il y a une évolution même si la majorité des dispositifs ne changent pas, surtout à Dijon. La première année, on le pose un peu au dernier moment. Sur Chenôve, on a fait bouger (2 au même endroit plutôt qu'un dans chaque collège). Là c'est donc provisoire. Mais si c'est toujours nécessaire, on pérennise, là c'est ce qui sera fait au mois de juin même si la décision a été annoncée avant. Le processus pour la professeure concernée sera suivi, en juin. Ce qui apparaît sur I-Prof sera changé avec l'ensemble des ajustements du mois de juin.*

Moyens donnés = moyens de coordonateur. Chaque prof a l'ISOE part fixe et part modulable, et il a 30 points de NBI pour le travail supplémentaire de coordination.

Affelnet : *on peut difficilement vous répondre sur ce point dès maintenant.*

DASEN 21 : *Pourquoi avez-vous dit que les heures de FLS sont une variable d'ajustement ?*

AA : les moyens de coordo : la NBI est liée à un nombre d'heures. Dans mon établissement, on a mis 2h de + à l'autre prof d'UPE 2A qui est prof d'Allemand, et pour lui éviter le CSD.

SGA : *on comprend mieux*

DOSEP : *c'était étonnant car cela ne fait qu'augmenter, on ne les baisse pas.*

SGA : *pour moi, les 18h sont là. Après, l'équipe et le chef d'étab ont la responsabilité de répartir. 11 + 7, c'est particulier. Mais les 18h restent en FLS, elles ne sont pas fongibles avec le reste.*

NM : parfois on n'a pas l'impression que la classe UPE 2A est une classe à part entière.

SGA : *On a aussi des HSE spécifiques pour l'accueil des élèves allophones qui ne rentrent pas dans les classes d'UPE 2A. Ce sont des HS, pas des HP.*

DASEN 21 : *A l'issue de 2023-2024, la totalité de l'enveloppe n'était pas consommée, j'avais donc écrit aux chefs pour les inciter à solliciter cette enveloppe, pour abonder où il faut.*

DG : pourquoi n'était-elle pas utilisée ? On a besoin de ces heures, mais difficile de trouver les enseignants, car ils peuvent être sur plusieurs établissements ou blindés d'heures sup, et ils ne prennent pas en charge ces heures. En coupant 9 + 9, on a perdu par rapport aux 23h qu'on avait avant, on a perdu les heures de maths qu'on avait, ou de techno. On essaie de trouver les heures, mais est-ce en HSE qu'on en a besoin.

DASEN 21 : Nous avons vraiment le souci des besoins particuliers de ces élèves.

AA : on avait aussi évoqué une autre difficulté par rapport au 9+3h au collège. On avait pensé qu'avec 9h + 9h, n'est-ce pas un moyen de ne plus plafonner les effectifs ? Quand on a 2 sous-groupes, 3 sous-groupes, qu'on se passe des élèves, cela devient complexe. L'alphabétisation, c'est énergivore, c'est important que les élèves ne soient pas perdus et sachent où ils vont (inclusion ou pas, premier ou deuxième dispositif, etc). Les élèves NSA ont des profils incroyables. On pourrait mieux déceler leurs compétences s'il y avait une plus grande stabilité dans leur prise en charge.

DG : les travailleurs sociaux ont des tas de difficultés pour assurer leur suivi. Les psy, les soignants, etc. Les psy sont débordés, pas toujours formés pour accueillir la parole d'élèves qui ne s'expriment pas. Et l'aspect culturel, on le développe mais on ne peut pas répondre à tout.

CL : c'est d'autant plus difficile qu'on a des effectifs énormes. 29 aux Marcs d'Or, on en avait 15 avant. Malgré les inclusions, c'est super difficile. J'ai au moins 4 gpes de besoins ou niveaux différents. Je ne peux pas tout faire en même temps. Cela nous met en échec et fait perdre du sens.

AA : les CAP en trois ans c'est une piste.

NM : on a un pb de sécurisation, et un pb de temps. C'est trop rapide pour eux, ils ont besoin de temps. Il faut pouvoir leur garder une place en CAP sur 3 ans, et déjà leur donner la possibilité d'entrer en CAP, cela ne leur est pas toujours accordé.

DG : Ex d'un élève arrivé en octobre qui ne parlait pas et ne savait pas tenir un stylo. Il a appris à lire, à écrire, il est en 3^{ème}, il doit entrer sur Affelnet. Il mémorise bien, il travaille bien, et on me le met de force sur un bac pro. Il n'aura pas de place sur un CAP. Le redoublement, pas possible, car il a 16 ans. On me propose l'apprentissage, il faut encore trouver l'employeur. La perte de sens, c'est de prendre des décisions qui vont parfois faire décrocher des élèves qui voulaient tant s'accrocher au contraire. Si un élève a besoin d'un orthophoniste, il faut que les parents prennent rdv sur une plateforme. C'est hallucinant. Certains de ces élèves sont limite socialement. Nous ne faisons pas d'inclusion car le dispositif ne s'adapte pas, dans les faits c'est l'élève qui doit s'adapter. Or, si l'intégration ne marche pas, l'élève peut devenir dangereux pour lui-même et les autres. Nous n'avons pas que des élèves épanouis, souriants et équilibrés.

SGA : on a renforcé le CASENAVE et l'E AFC, on s'en inquiète de ces élèves. Sur l'orientation, on peut travailler avec le DRAIO pour la com de préaffectation et le nombre de points. On doit y réfléchir, et on va regarder si on peut faire évoluer, par rapport aux contraintes des textes.

Positionnement.

CASENAVE : Je vous ai entendus, la circulaire de 2012 dit que les formateurs du CASENAVE effectuent le positionnement en CIO, avec l'appui des enseignants du dispositifs. Il y a 4 ou 5 formateurs. Donc pour tous les positionnements en Côte d'Or, il faut répartir 150 positionnements sur 4 ou 5 formateurs du CASENAVE. Cela pèserait sur un nombre très réduit de formateurs si on s'en tenait à cela. On pourrait harmoniser les outils d'évaluation. La partie NSA est spécifique. Ce n'est pas 11 pages pour tout le monde. Les cafés, c'est pour échanger et avoir une proximité. Dans le 71, le positionnement se fait comme ça et ça marche bien. L'élève UPE 2A doit avoir le même nombre d'heures que les autres élèves. On sait que vous faites un travail très précis. Le CASENAVE

est là si vous avez des besoins supplémentaires en FLS ou FLE, il reste des heures encore disponibles. Vous dites que c'est difficile de trouver qqn pour les faire, mais si vous n'avez pas de personnes ressources, on peut vous aider à en trouver. En lycée il reste des heures, en collège aussi.

DG : ce n'est pas de redonner des heures à des élèves, ni saupoudrer qq heures données à un vacataire. On doit pouvoir solliciter les collègues, mais c'est une question établissement. Il faut des heures de la DHG et pas des heures en +, pour inclure. Sinon personne ne veut les prendre.

SGA : *on donne des marges dans les DHG. Ce n'est pas mirifique, elles servent à bcp de choses. Mais elles existent. C'est une question de choix des équipes pédagogiques. Les UPE 2A agissent sur l'IPS et renforcent ces marges. C'est comme l'inclusion des élèves handicapés, c'est une démarche, il faut que ça rentre dans les mœurs et que les profs soient formés. Sans doute que reprendre des HS c'est trop compliqué, on peut faire appel à qqn d'autre.*

CFDT : vous comparez avec l'ULIS, c'est juste. Cela ne fait pas longtemps que les élèves d'ULIS sont comptés pour établir la DHG. Ce n'est pas le cas en UPE2A

DOSEP : *si, on les compte. Ils sont inscrits dans une classe même s'ils sont ensuite dans les dispositifs. On prend la totalité des élèves au constat. Peu importe dans quoi ils sont, ils sont dans le taux de passage et sont inclus dans le flux moyen. Constats de fin septembre. On est critiqués parce que le taux de passage ne tient pas compte des flux pendant l'année. Mais il faut bien prendre des effectifs pour calculer une base, et de toute façon ça finit par se corriger car ceux qui arrivent au cours de l'année sont pris en compte l'année suivante dans le taux de passage.*

NM : positionnements en lycée sont plus compliqués. Les élèves, reçus au CIO, sont interrogés sur leurs projets d'étude. C'est très souvent cuisine, bâtiment, etc. Ce n'est pas toujours présent dans l'étab où ils vont aller. En plus les places sont définies par le plateau technique et les élèves n'auraient pas forcément la possibilité d'aller où ils veulent, si c'est complet. Les inscrire en surnombre sur les cours généraux, c'est possible, mais ils ne suivent pas la formation technique. Ils passent les années du diplôme sans jamais rattraper les heures qu'ils n'ont pas fait en pro.

SGA : *les CAP en 3 ans, sur profil particulier, c'est faisable.*

CASENAVE : *on ne présage pas qu'il se fera en 3 ans. C'est si au bout de deux ans il y a besoin d'une troisième année, on le fait. C'est possible dans les textes. La structure est très limitée en pro. La chance que vous avez, c'est de pouvoir assouplir au maximum l'orientation des élèves. S'ils sont affectés dans un établissement, sans positionnement pédagogique fin, établi avec votre expertise, ça ne marche pas.*

NM : on le fait mais avec nos élèves, avec ceux qu'on va suivre dans notre dispositif. On ne peut pas le faire aussi bien avec d'autres élèves qui viennent d'arriver et dont on ne s'occupera pas ensuite.

CL : Attention aux plateaux techniques limités. Les profs d'enseignement pro ne prennent pas les élèves d'UPE 2A, seuls les profs d'enseignement général le font et ça crée des tensions.

IO : Les enseignants de la voie pro ne les incluent pas, parce qu'on ne peut pas dire dans quel CAP on les met. Il faut un positionnement préalable pour qu'on puisse les mettre dans les classes de CAP déterminées. On pourrait les mettre sur les places vacantes dans l'année aussi.

SGA : on entend que la façon de positionner n'est pas satisfaisante. Mais on entend aussi que vous êtes indispensables pour le faire. On doit réfléchir à quelque chose et faire un groupe de travail avec vous là-dessus. On pourrait essayer alors d'harmoniser dans l'académie.

DASEN 21 : Je ne sais pas ce que font les 3 autres dpts, mais dans le Rhône je sais, j'en viens. C'était urgent dans le Rhône car 3000 jeunes étaient en attente de positionnement. En Côte d'Or, le maillage est difficile car distances importantes, zones rurales nombreuses. Les profs d'UPE 2A positionnaient dans le Rhône, dès l'arrivée. Tous. On avait construit un calendrier des positionnements des moins et des plus de 16 ans, transmis en août dans tous les établissements. La veille de la rentrée, chacun savait à quelles dates étaient organisés ces positionnements, et tous participaient ces jours-là. Ils étaient alors déchargés de leurs enseignements. On avait divisé le dpt dans 4 zones, avec un certain nombre de collèges et lycées dans chaque zone, et un centre de positionnement dans chacune. Un élève qui arrivait le lendemain du positionnement attendait la date suivante, il y en avait une par période entre les petites vacances. Mais les effectifs étaient énormes, les établissements aussi. On était en tension au fil de l'année scolaire pour affecter les jeunes. Ici, ce n'est pas du tout pareil.

NM : la décharge de cours, c'est une forme de rémunération, le planning est clair, c'est déjà mieux que la demi-journée mobilisée sur notre temps libre. Pour l'instant, le flou où on est en permanence, c'est compliqué et les interlocuteurs ne sont pas clairement identifiés.

SGA : Il faut y réfléchir, y compris avec vous. Peut-être qu'un jour complet tout le monde, c'est trop. Peut-être qu'il n'en faut qu'un chaque fois.

CL : mais nous, ce qui nous inquiète, c'est d'ajouter une mission à tout ce qu'on fait déjà. On a des tâches qui se multiplient.

CASENAVE : on ne voulait pas alourdir, on veut changer le moment du positionnement, le faire AVANT l'affectation à un dispositif. Le pb en collège ce sont les seuils, si les classes sont complètes. Le positionnement vous le faites quand l'élève arrive dans votre étab. On veut qu'il soit fait avant. Les élèves arrivent au fur et à mesure, fixer une date peut être difficile. Quelle souplesse met-on dans le calendrier, pour que l'élève ne soit pas en attente trop longtemps.

CL : Aux MO, que deux CAP. Même si les élèves étaient très bien positionnés, ça ne changerait pas leur affectation, on les mettrait en bac pro. Ceux qui arrivent aux MO arrivent en 1^{ère} ! S'ils sont NSA, on ne peut pas. Donc on les garde dans l'UPE 2A. On ne peut pas les imposer à nos collègues s'ils ne veulent pas les inclure. Les places vacantes n'existent pas.

IL : et en zone rurale, quel que soit le positionnement, cela ne résoudra rien. Les élèves qui sont affectés dans notre collège, on les met dans nos classes. Si elles sont ultra pleines ça explose.

SGA : IEN-IO, DOSEP, coordinateurs, chefs, et profs UPE 2A seront réunis. Avant ça on fait le point sur ce qui se fait ailleurs dans les autres dpts, et on verra comment faire évoluer les choses.

FO : Vous n'avez pas répondu sur le double dispositif 9 + 9. En collège, cela n'a pas été apprécié et vous voulez l'étendre en lycée c'est non. On veut un retour au dispositif 18h. Ce n'est pas du tout pareil d'avoir 15-20 élèves 18h par semaine et d'avoir 15 élèves 9h + 15 autres élèves 9h.

DOSEP : *mais 18h c'est 9 + 9, on ne voit pas le pb. Aucune corrélation entre le nombre de dispositifs et le nombre d'élèves.*

SGA : *L'élève doit avoir 12h. Chaque élab voit comment il les fait. Les 9 + 9 permettaient aussi que chaque prof qui le souhaite reste en poste et que la compétence ne se perde pas.*

DOSEP : *pas de fléchage sur le type d'élève (NSA ou pas).*

CASENAVE : *les élèves qui arrivent sont pris par une UPE 2A. Ce n'est pas le cas partout en France. Mais comme ils arrivent tout au long de l'année, on entend que c'est parfois difficile. D'où l'ouverture à Weil, à Clamecy, etc. On veut la couverture la plus large possible.*

FO : ce n'est pas le cas pour tous les élèves allophones, certains accueillis en cours d'année ne bénéficient pas d'une UPE2A.

DOSEP : *les moyens de l'académie baissent constamment. Mais on ne baisse pas ceux de l'UPE 2A, au contraire on les augmente. Même s'ils ne vous satisfont pas, on a un vrai souci de l'UPE 2A.*

SGA : *voyons ensemble ce qu'on peut faire pour les améliorer.*